

Enquête...*(Suite de la première page.)*

1 500 Canadiens d'au moins 18 ans. Les résultats de l'enquête sont exacts à 2,5 % près, compte tenu d'un degré de confiance évalué à 95 %. Parmi les autres conclusions relevées, on notera les facteurs les plus favorables à nos exportateurs, c'est—à-dire :

- les richesses naturelles (21%);
- la qualité de nos produits (9%);
- la cote du dollar canadien (8%);
- nos relations internationales (7%); et
- notre excellente réputation dans le monde entier (7%).

En revanche, on a identifié un certain nombre de facteurs qui entraveraient notre compétitivité. Tels sont :

- les taux de salaire (8%);
- le gouvernement fédéral (7%);
- le manque de confiance (7%); et
- le refus de prendre des risques (7%).

On défend très fermement l'opinion que nos produits sont d'aussi bonne qualité que ceux de nos concurrents (5,7 sur une échelle allant de 1 à 7); par contre, on appuie moins facilement (5,0) l'idée que nos exportateurs sont en train de devenir de plus en plus agressifs; et l'on est plutôt moins d'accord (4,5 %) pour affirmer que nos prix sont concurrentiels sur le marché international.

A l'égard des problèmes concernant la structure de notre économie (ex. : la nature de nos échanges et les effets du commerce sur notre environnement), les personnes interrogées réclament énergiquement (5,1) qu'on réduise nos exportations de matières premières, afin que le Canada puisse disposer de ces ressources à l'avenir. (On notera que nos provinces les mieux pourvues à cet égard sont moins favorables à ce type de réduction.)

Au sujet de la main-d'oeuvre, les personnes interrogées croient fermement (5,2) qu'elle doit travailler davantage afin de rendre le Canada plus compétitif. En outre, plus des deux tiers de ces personnes (68%) estiment que les entreprises devraient, quant à elles, dépenser plus afin de vendre leurs produits dans le monde entier. Cependant, dès qu'on aborde le

problème de la recherche et du développement, près de la moitié du groupe interrogé (46%) pensent que le gouvernement devrait subventionner les entreprises pour les pousser à innover et à fabriquer de meilleurs produits.

Les personnes interrogées jugent "plutôt nécessaires" ou "absolument nécessaires" — afin de maintenir notre compétitivité internationale— les changements suivants (par ordre crois-

concurrents internationaux (33%); viendront ensuite les Etats-Unis (25%), et l'Europe (23%), celle-ci comprenant l'Europe de l'Ouest (15%), l'Union soviétique et l'Europe de l'Est (8%).

A propos des actes et des objectifs du gouvernement concernant la concurrence internationale, l'enquête révèle que les gens ne savent pas — ou ne sont pas convaincus — que le gouvernement joue un rôle aussi constructif que le permet la situation actuelle. D'ailleurs, la majorité des personnes interrogées (87%) n'avaient jamais entendu le terme "mondialisation"; mais lorsqu'on leur a demandé ce que signifie l'expression "le Canada est en train de se mondialiser", 35% ont compris qu'il s'agissait de commerce international.

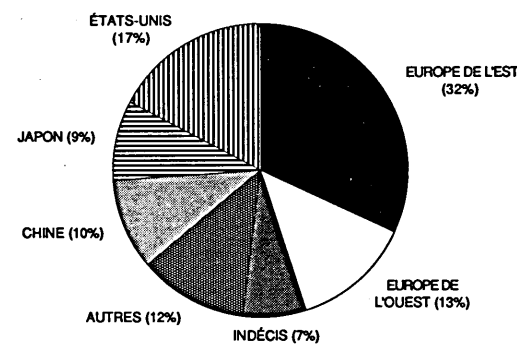
Une majorité de Canadiens (56%) serait tentée de confier à l'entreprise et à l'industrie, plutôt qu'au gouvernement, le premier rôle dans l'exploitation des marchés internationaux. En outre, les deux tiers des Canadiens sont fermement (25%), ou plus ou moins (42%) convaincus qu'avec l'évolution de l'économie mondiale, les gouvernements, y compris celui du Canada, dominent

de moins en moins leur propre économie, et cela malgré tous leurs efforts.

Quant à l'Accord de libre échange (ALE), il n'est appuyé, d'après l'enquête, que par une faible majorité (50%), et rejeté par 44% des personnes interrogées. Selon le rapport, "ce chiffre montre que l'appui accordé à l'ALE s'est renforcé depuis le dernier sondage d'Angus Reid."

Les Canadiens pour qui l'ALE a déjà rapporté un avantage quelconque ne sont guère nombreux (9%); mais ils estiment qu'à long terme l'Accord favorisera (44%) plutôt qu'il ne lèsera (40%) leurs intérêts nationaux.

Conclusion de l'enquête : aux yeux d'une grande majorité (86%), les échanges internationaux élargiront probablement la part de propriété étrangère de nos entreprises; d'autre part, nous devons resserrer les contrôles exercés sur la propriété étrangère au Canada afin de tenir en main notre économie, indépendamment des avantages que cette propriété peut nous procurer (78%).

Pays perçus comme offrant les meilleurs débouchés à l'exportation à l'avenir

sant de nécessité) dans les conditions de travail et les avantages offerts aux travailleurs :

- compression des exigences salariales (65%);
- modification des programmes sociaux du gouvernement (71%);
- déplacement de certains postes vers d'autres villes (79%);
- recyclage professionnel (94%).

La plupart des Canadiens considèrent les Etats-Unis comme notre principal partenaire commercial; mais 32% d'entre eux sont d'avis qu'à l'avenir, l'Europe de l'Est offrira les meilleurs débouchés pour nos produits et nos services. A cet égard, nos plus grands atouts sur les marchés internationaux seraient, dans l'ordre, les produits manufacturés (52%), les matières premières (42%), et les technologies (24%).

Selon les personnes interrogées, nos concurrents les plus puissants sont actuellement les Etats-Unis (47%) et le Japon (37%); mais, selon ces personnes, la situation sera très différente dans dix ans : le Japon passera en tête de nos